

---

# Cahier des clauses administratives particulières n°2025-25

---

Prestations de services  
d'assurance de l'ENS de  
Lyon

---

Direction des affaires juridiques et  
institutionnelles

---



## Sommaire

<b>1. OBJET DU CONTRAT.....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet de la prestation.....	3
1.2 Documents contractuels .....	3
<b>2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....</b>	<b>3</b>
2.1 Décomposition et forme du contrat .....	3
2.1.1 Allotissement .....	3
2.1.2 Forme .....	3
2.2 Nature de la prestation.....	4
<b>3. DUREE DU CONTRAT .....</b>	<b>4</b>
<b>4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT.....</b>	<b>4</b>
4.1 Contenu des prix.....	4
4.2 Nature des prix .....	4
4.3 Variations des prix .....	5
4.4 Taxes.....	5
4.5 Modalités de règlement des comptes.....	6
4.5.1 Avance .....	6
4.5.2 Présentation des demandes de paiements .....	6
4.5.3 Périodicité des paiements.....	7
4.5.4 Délai de paiement - intérêts moratoires .....	7
<b>5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
5.1 Développement durable.....	8
<b>6. MODIFICATION DU CONTRAT.....</b>	<b>8</b>
<b>7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>8</b>
7.1 Confidentialité et protection des données personnelles .....	8
7.2 Devoir d'information et de conseil .....	10
7.3 Obligation de vigilance.....	10
7.4 Etat des sinistres .....	10
<b>8. LITIGE .....</b>	<b>11</b>
<b>9. RESILIATION .....</b>	<b>11</b>
<b>10. LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>11</b>

# 1. Objet du contrat

## 1.1 Objet de la prestation

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent **les prestations de services d'assurances pour l'ENS de Lyon**

## 1.2 Documents contractuels

Le présent contrat est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

- L'acte d'engagement (AE) accompagné éventuellement de l'énumération exhaustive des réserves ou variantes aux spécifications du cahier des charges, détaillées sur un document annexe ;
- Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) relatif au lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots et ses annexes ;
- Conformément au Code des Assurances, les conditions générales et, s'il y a lieu, les conventions spéciales qui seront applicables au contrat objet du marché-
- Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Seuls les exemplaires des pièces particulières listées ci avant, conservées dans les archives de l'acheteur, font foi.

En cas de contradiction ou de divergence entre les documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

# 2. Structure et forme du contrat

## 2.1 Décomposition et forme du contrat

### 2.1.1 Allotissement

Les prestations sont décomposées en lots comme suit :

Objet	
Lot 1	Dommages aux biens
Lot 2	Responsabilité civile générale
Lot 3	Flotte automobile

### 2.1.2 Forme

Le contrat donne lieu à un marché ordinaire.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

## 2.2 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

## 3. Durée du contrat

Le contrat est conclu à compter du, au plus tôt 1er janvier 2026 à 0 heure- sous réserve d'une notification du contrat avant cette date- ou au plus tard à compter de sa notification et jusqu'au 31/12/2026 à minuit.

Le contrat est reconductible tacitement 4 fois par période(s) successive(s) de 12 mois correspondant chacune à une année civile, soit une fin de contrat au plus tard le 31/12/2030 à minuit.

Chacune des parties a une faculté de ne pas reconduire le contrat à l'échéance du 1er janvier de chaque année civile notifiée par la partie en prenant l'initiative à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de minimum 4 mois.

Le contrat ne pourra en aucun cas être résilié (ou suspendu) en dehors de l'échéance annuelle, à la seule exception de ce qui est dit à l'article résiliation du présent CCAP.

## 4. Prix et conditions de paiement

### 4.1 Contenu des prix

Les cotisations ou primes sont réputées intégrer :

- La totalité des coûts et autres frais liés à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations. Toutefois, en cas de variation du taux de ces différentes contributions, le prix de règlement en tiendra compte.

### 4.2 Nature des prix

La nature du prix du contrat est précisée dans l'acte d'engagement.

### 4.3 Variations des prix

Les cotisations ou primes peuvent faire l'objet d'une révision, à la hausse comme à la baisse, au moment de l'échéance annuelle en proportion de l'indice dont la nature et la valeur à la date de souscription devront dans cette hypothèse être précisées dans l'acte d'engagement par le titulaire.

Sans mention d'un indice dans l'acte d'engagement, l'acheteur considèrera que le titulaire ne souhaite pas la révision des prix, et les considèrera donc comme fermes.

En cas de révision la formule de révision annuelle est la suivante

$$P1 = PO / IND0 \times IND1$$

Avec :

- PO : montant, prix unitaire ou taux de départ (offre initiale)
- P1 : prix unitaire
- IND0 : dernière valeur publiée et définitive de l'indice à la date d'établissement des prix.
- IND1 : dernière valeur publiée et définitive de l'indice au moment de la révision annuelle.

La date d'établissement des prix (M0) est précisée dans l'acte d'engagement.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

#### Clause sauvegarde

Si pour des raisons d'ordre conjoncturel, le titulaire est amené à majorer le taux de prime ou cotisation défini au moment de la passation du contrat à l'occasion de l'une de ses échéances anniversaire, l'acheteur dispose de la faculté de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du contrat.

Dans cette hypothèse, les conditions du contrat demeureront applicables pendant une période de 4 mois suivant la notification par l'acheteur du refus de la majoration proposée par le titulaire.

### 4.4 Taxes

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

## 4.5 Modalités de règlement des comptes

### 4.5.1 Avance

Les primes d'assurance étant payées d'avance, la notion d'avance au sens des marchés publics ne s'applique pas pour le présent contrat. En effet, en application de l'article 3.1°.j) de l'arrêté du 12 mars 2020<sup>1</sup>, les cotisations et primes d'assurance font l'objet d'une procédure de service fait présumé.

Il est convenu que le paiement d'avance des primes et cotisation d'assurance prévu à l'article L.113-3 du code des assurances n'est pas considérée comme étant une avance.

### 4.5.2 Présentation des demandes de paiements

Le titulaire transmet ses factures libellées au nom de l'ENS de Lyon – Service contrôle de la dépense et facturier de la Direction de la Comptabilité - sous format électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

La facture doit IMPERATIVEMENT comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Nom complet et adresse du titulaire créancier ;
- Le numéro de SIRET du titulaire ;
- Le numéro SIRET de l'ENS de Lyon ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) (numéro de commande) transmis par l'acheteur ;
- Le code service unique « ENSLYON » ;
- Le code CR de l'unité de l'acheteur à l'origine de la commande ;
- Le numéro ENS de Lyon du présent contrat (2025-25) et du lot ;
- La date et numéro de la facture ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal, tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- Les prestations facturées ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le cas échéant, numéro d'identification TVA de l'assujetti ayant effectué la prestation ;
- Les taux et montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total HT et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ;
- Le total TTC (montant en €).

NB : La référence de l'EJ doit figurer sur la facture ET être saisie dans le champ « Références / n° d'engagement » sur le portail CHORUS PRO. + Code du CR + code service : ENSLYON + le numéro du contrat ENS.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

<sup>1</sup> Arrêté CPAB1932853A du 12 mars 2020 relatif à la procédure de service fait présumé mise en œuvre par les ordonnateurs de l'Etat en application de l'article 31 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

En cas de groupement conjoint d'intermédiaire (courtier, agent, ...) et d'assureur(s), la pratique est l'appel de la prime d'assurance par l'intermédiaire d'assurance. La prime comporte tant la rémunération de l'assureur que la commission de l'intermédiaire. Les sommes se rapportant à l'exécution des prestations de chacun sont réparties ensuite entre assureur et intermédiaire.

#### 4.5.3 Périodicité des paiements

Le paiement des primes et cotisation feront, le cas échéant, l'objet de deux règlements :

**1/ La cotisation ou prime provisionnelle** : calculée sur la base de la situation arrêtée au 1er janvier, elle sera réglée annuellement conformément au code des Assurances en début d'année sur présentation à l'acheteur de l'appel de cotisation ou de prime, portant détail du calcul de la cotisation ou prime provisionnelle.

**2/ En fin d'année ou début de l'année suivante** : il sera procédé au calcul du montant de la cotisation ou prime définitive afin de tenir compte des fluctuations de l'assiette intervenues en cours d'année.

- Si le montant de la cotisation ou prime définitive est supérieur au montant de la cotisation ou prime provisionnelle, le solde sera réglé sur présentation à l'acheteur de l'appel de cotisation ou de prime de régularisation portant notamment le détail du calcul du montant de la cotisation ou prime définitive.
- Si le montant de la cotisation ou prime définitive est inférieur au montant de la cotisation ou prime provisionnelle, le trop-perçu fera l'objet d'un reversement sur présentation à l'acheteur d'un état portant notamment le détail du calcul du montant de la cotisation ou prime définitive.

#### 4.5.4 Délai de paiement - intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours selon les dispositions du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés et payés conformément aux articles R2192-31 à R 2196-36 du code de la commande publique.

Lorsque la facture ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par le présent contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'acheteur. L'interruption du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire qui précise les raisons imputables au titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité des pièces et mentions un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours.

## 5. Conditions d'exécution des prestations

Les stipulations correspondantes figurent au cahier des clauses techniques particulières relatif au lot et au présent cahier des clauses administratives particulières.

### 5.1 Développement durable

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à contribuer à la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

## 6. Modification du contrat

Le contrat peut être modifié conformément :

- Au code de la commande publique.
- Au code des assurances.
- Pour des raisons d'ordre conjoncturel et sous réserve d'obtenir l'accord exprès de l'acheteur : le titulaire a la possibilité de modifier en cours de contrat le programme de garanties et franchises défini au moment de sa passation. En cas d'accord des parties, cette modification devra faire l'objet d'un avenant au contrat.
- Une renégociation des taux de prime ou cotisation pourra être envisagée dans le cas d'une évolution significative des sinistres. En cas d'accord des parties, cette renégociation fera l'objet d'un avenant au contrat. Il est précisé que cet avenant ne pourra pas avoir d'effet rétroactif.

L'acheteur se réserve la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat si la renégociation n'aboutit pas.

Dans ce cas, les conditions du contrat resteront applicables pendant une période de 4 mois suivant la notification du refus par l'acheteur des conditions proposées par le titulaire.

## 7. Obligations du titulaire

### 7.1 Confidentialité et protection des données personnelles



Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature signalés comme présentant un **caractère confidentiel**, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Les parties s'engagent à respecter les règles européennes et françaises, applicables au traitement de **données à caractère personnel** éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation des prestations qui font l'objet du présent contrat. Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données personnelles. Il doit notamment s'assurer qu'un mécanisme de gestion des habilitations régulièrement mis à jour permet de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder aux données nécessaires à la réalisation de leurs missions. Il doit mettre en œuvre les moyens permettant de garantir l'intégrité et la disponibilité constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel à l'adresse [dpo@ens-lyon.fr](mailto:dpo@ens-lyon.fr) dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Au terme du contrat le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du contrat, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant au contrat, ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

## 7.2 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

## 7.3 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

- Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
  - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- Tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

Les pièces mentionnées ci-dessus doivent être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gracieusement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr/>

en utilisant des codes d'accès qui lui seront communiqués.

## 7.4 Etat des sinistres

Sur demande de l'acheteur, le titulaire lui communiquera un état statistique annuel indiquant la date et la nature des sinistres déclarés ainsi que le règlement intervenu pour chacun (ou de l'estimation correspondant aux dossiers en cours).

## 8. Litige

Tous les documents, correspondances, demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française. Si ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les différends et litiges qui n'auraient pas pu être réglés par les dispositions du présent contrat seront portés, lorsque le tribunal administratif sera compétent en application de la législation, devant le Tribunal Administratif de Lyon.






## 9. Résiliation

Le présent contrat peut être résilié conformément à l'article 6 du présent CCAP, au code de la commande publique et au code des assurances.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la résiliation n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité forfaitaire au titulaire.






## 10. Liste des annexes

### Commission de sécurité





-  2025\_04 Ville Lyon - Notif
-  20250116\_AVIS FAVORABLE\_AT 22 70153\_RT ECOLE
-  20250116\_AVIS FAVORABLE\_RT D9
-  20250120\_AVIS FAVORABLE\_PE D9
-  20250120\_AVIS FAVORABLE\_PE ECOLE

### Electricité site Descartes






#### • Q18

-  ELEC DESCARTES D7 RESTO 17.4.1.Q18 [00]
-  ELEC DESCARTES D8 BUISSON 18.4.1 Q18 [00]
-  ELEC DESCARTES D9 BIBLIOTHEQUE 19.4.1 Q18 [00]
-  ELEC DESCARTES ECOLE 1.4.1 Q18 [00]
-  ELEC DESCARTES ECOLE 20.4.1 Q18 [00]






#### • RVRE

-  ELEC DESCARTES D2 GYMNASE 20.4.1 RVRE [02]
-  ELEC DESCARTES D7 RESTAURANT 17.4.1.RVRE [01]
-  ELEC DESCARTES D9 BIBLIOTHEQUE 19.4.1.RVRE [02]
-  ELEC DESCARTES ECOLE 1.4.1.RVRE [06]

#### Q19




















-  ELEC DESCARTES D2 GYMNASE 110.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC DESCARTES D7 RESTAURANT 117.4 Q19 IR [00]
-  ELEC DESCARTES D7 RESTAURANT 117.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC DESCARTES D9 BIBLIOTHEQUE 118.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC DESCARTES ECOLE 111.4.1 Q19 IR [00]

#### VP










-  ELEC DESCARTES D2 GYMNASE 20.4.1.P VP [04]
-  ELEC DESCARTES D7 RESTAURANT 17.4.1.P VP [08]
-  ELEC DESCARTES D8 BUISSON 18.4.1.P VP [07]
-  ELEC DESCARTES D9 BIBLIOTHEQUE 19.4.1.P VP [18]
-  ELEC DESCARTES ECOLE 1.4.1.P VP [34]

**Electricité site Monod**



## • Q18

-  ELEC MONOD A MERIEUX 24.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD CONDORCET 39.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD CROUS 47.4.1 Q18 [01]
-  ELEC MONOD M COURRIER 38.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M1 28.4.1 Q18 [02]
-  ELEC MONOD M2 30.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M3 32.4.1 Q18 [11]
-  ELEC MONOD M4 33.4.2 Q18 [05]
-  ELEC MONOD M5 34.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M5 P3 125.4.2 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M6 35.4.1 Q18 [01]
-  ELEC MONOD M7 36.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M8 37.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M8 Serres 40.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M9 PBES 42.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M12 SOUTES 41.4.1 Q18 [00]
-  ELEC MONOD M12 SOUTES 41.4.1 Q18 [01]
-  ELEC MONOD M23 31.4.1 Q18 [04]
-  ELEC MONOD MGN 25.4.1 Q18 [03]

























## • RVRE

-  ELEC MONOD AMPHI MERIEUX 24.4.1.RVRE [01]
-  ELEC MONOD CROUS 47.4.1.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M1 28.4.1.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M2 30.4.1.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M3 32.4.1.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M4 33.4.2.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M5 34.3.2.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M5 P3 125.4.1.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M6 35.4.2 RVRE [01]
-  ELEC MONOD M8 37.4.1.RVRE [00]
-  ELEC MONOD M23 31.4.1.RVRE [00]
-  ELEC MONOD MGN 25.4.1 RVRE [02]
-  ELEC MONOD MLE 27.4.1 RVRE [02]







## Q19

-  ELEC IGFL M10 84.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD AMPHI MERIEUX 80.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD CROUS 109.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD CROUS 124.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M1 83.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M2 85.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M3 87.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M4 88.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M5 89.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M5 P3 126.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M6 90.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M7 91.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M8 122.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M9 PBES 95.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M12 SOUTES 94.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD M23 86.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD MGN 81.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD MLE 82.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD PE NORD 123.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD PE SUD 97.4.1 Q19 IR [00]
-  ELEC MONOD SOUTES 94.4.1 Q19 IR [00]

## VP

-  ELEC IGFL M10 29.4.1.P VP [12]
-  ELEC MONOD AMPHI MERIEUX 24.4.1.P VP [07]
-  ELEC MONOD CONDORCET 39.4.3.P VP [02]
-  ELEC MONOD CROUS 47.4.1.P VP [04]
-  ELEC MONOD M1 28.4.1.rev1.VP [13]
-  ELEC MONOD M2 30.4.1.P VP [01]
-  ELEC MONOD M3 32.4.1.P VP [11]
-  ELEC MONOD M4 33.4.2.P VP [11]
-  ELEC MONOD M5 34.4.1.P VP [13]
-  ELEC MONOD M5 P3 125.4.2.P VP [01]
-  ELEC MONOD M6 35.4.1.P VP [13]
-  ELEC MONOD M7 36.4.1.P VP [04]
-  ELEC MONOD M8 37.4.1.P VP [07]
-  ELEC MONOD M8 Haute tension 37.4.2.P VP [03]
-  ELEC MONOD M8 Serres 40.4.1.P VP [03]
-  ELEC MONOD M9 PBES 42.4.1.P VP [18]
-  ELEC MONOD M12 SOUTES 41.4.1.P VP [02]
-  ELEC MONOD M23 31.4.1.P VP [04]
-  ELEC MONOD MAISON DU COURRIER 38.4.1.P VP [02]
-  ELEC MONOD MGN 25.4.1.P VP [26]
-  ELEC MONOD MLE 27.4.1.P VP [43]
-  ELEC MONOD MMI 39.4.2.P VP [04]
-  ELEC MONOD POLE ENERGIE NORD 43.4.1.P VP [01]
-  ELEC MONOD POLE ENERGIE SUD 44.4.1.P VP [03]

## Statistiques

-  Attestation non sinistralité Lot RC 01 01 22 au 28 07 25
-  Attestation non sinistralité TRE du 01 01 22 au 28 07 25
-  Relevé de sinistres Lot Assistance 01 01 22 au 28 07 25
-  Stat DAB 1-2020 à 9-2024
-  Stat DAB 1-2022 à 7-2025
-  Stats FA 1-2022 à 7-2025

BI 2025\_rapport de présentation

CODEP-LYO-2024-030371

Décret n° 2012-715 du 7 mai 2012 Organisation de l'ENS de Lyon

DOE 025 PLAN MASSE ELARGI 1\_200 @A1 2021.11 (1)-ENS\_A3\_Portrait

organisation radioprotection juin 2024

PARC AUTOMOBILE 2025

PARC IMMOBILIER 9-2025

Plans des Sites ENS LYON

Questionnaire assurance 2025 Risques sources radioactivités

Rapport d'activité 2024

Règlement intérieur ENS de Lyon (version 15 octobre 2024)